

153	UTBM service communication	L'Usine nouvelle	15 mai 2014
		Enquêtes	Nicolas Chaillet - Femto ST - laboratoire - recherche - élections européennes



Témoignages COMMENT ILS VIVENT L'EUROPE

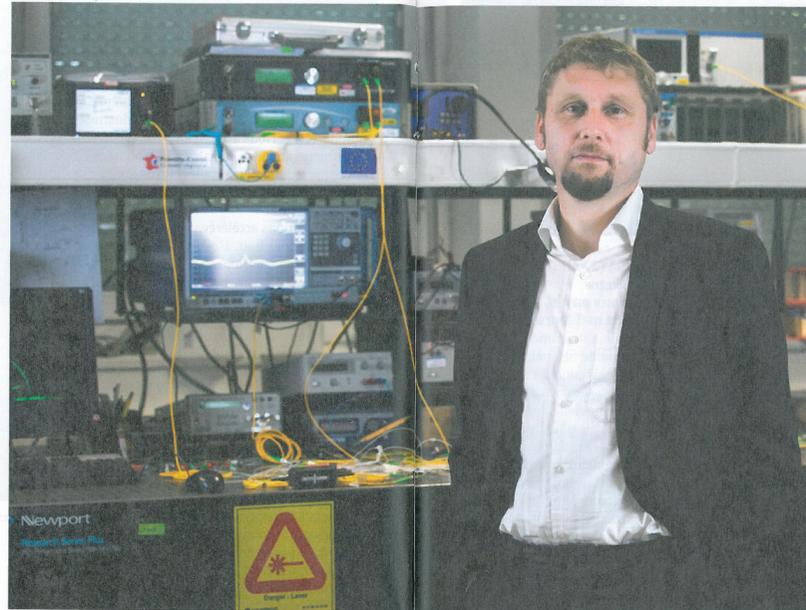
À la veille des élections du Parlement à Bruxelles, nous avons recueilli le témoignage d'Européens, anonymes ou personnalités de l'industrie.

PAR LA RÉDACTION

Ils sont patrons, chercheurs, syndicalistes, ingénieurs, ouvriers. Anonymes ou personnalités de l'industrie, ils nous racontent leur Europe. Ce qu'elle représente dans leur quotidien. Ils nous font part de leurs frustrations et de leurs satisfactions. Leurs témoignages révèlent ainsi que, si l'Union européenne a des failles, elle peut aussi être un multiplicateur de la valeur économique ou une source d'épanouissement personnel. Au chapitre des succès, la recherche et le développement du secteur spatial. Autant pour les budgets que l'Europe y consacre que pour les pratiques collaboratives qui s'y développent au sein d'un vaste réseau continental. Parmi les échecs, il y a la politique énergétique, comme le montre le coup de gueule de Gérard Mestrallet, le PDG de GDF Suez. Et l'harmonisation sociale. Sur ce volet-là aussi, dans les usines de chaque pays, on «regarde surtout sa marmite», nous explique le délégué syndical d'Alstom, Patrick Maillot. Mais les pratiques des uns tirent les conditions de travail des autres et des nouveaux pays. Quant à la mobilité personnelle, elle reste une aventure stimulante, à l'image des parcours de Sébastien et de Jadwiga, deux travailleurs détachés polonais, ou d'Arsène, un ingénieur français installé à Florence.

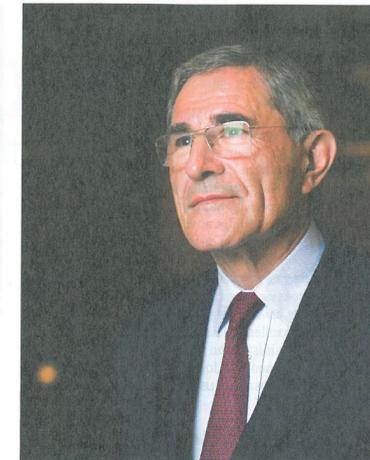
NICOLAS CHAILLET, directeur de l'institut Femto-ST, unité mixte de recherche associée au CNRS, en Franche-Comté, dans les sciences de l'ingénieur et de l'information
«**Inimaginable, aujourd'hui, de travailler sans les programmes de recherche européens**»

«Les projets européens représentent aujourd'hui 20% de nos ressources annuelles (hors salaires des titulaires), soit 2,5 millions d'euros. Ce n'est pas si mal, mais après des années où la tendance a été plutôt de recourir aux financements nationaux (ANR...), il serait bon qu'un rééquilibrage vers l'Europe se fasse, dans le cadre du nouveau programme Horizon 2020. Celui-ci, qui couvre la période 2014-2020, a l'avantage de regrouper tous les financements européens pour la recherche et l'innovation. Il devrait être plus simple d'accès. En principe, huit mois suffiront pour obtenir une



Nicolas Chaillet. Ses recherches sont financées en partie par l'Europe.

réponse sur la soumission d'un projet, au lieu d'un an ou plus auparavant. À voir à l'usage... On nous promet également une gestion financière simplifiée et la possibilité de cumuler plusieurs financements sur un même projet. Ce dernier point est intéressant, car il favorise la convergence sur quelques thèmes privilégiés, alors que le principe de l'appel à projets incite plutôt à la dispersion. L'accent mis sur la participation des PME est aussi un bon point, notamment pour Femto-ST, qui travaille au sein d'un tissu industriel de petites entreprises. Enfin, toutes les étapes de la R & D sont soutenues dans Horizon 2020 (sauf la commercialisation), et c'est un vrai changement. Ce qui ne changera pas, en revanche, c'est que, pour obtenir le financement d'un projet, indépendamment de sa qualité scientifique, il faut parler la langue. C'est un apprentissage. Ceux qui ont l'habitude y arrivent très bien. Et quand la dynamique est enclenchée, un projet peut facilement en appeler un autre. Ceci dit, il serait inimaginable, aujourd'hui, de travailler sans les programmes européens. Pour les financements qu'ils procurent, bien sûr, mais aussi parce qu'ils permettent aux chercheurs d'être dans le flux international de la recherche dans leur domaine.» ■ PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY LUCAS



une nouvelle politique énergétique, avec des objectifs ambitieux mais réalistes. Nous avons obtenu qu'une diminution de 40% des émissions de CO₂ à l'horizon 2030 en soit le pivot, en l'accompagnant d'une relance du marché carbone et d'une remise sur le marché des énergies renouvelables matures. C'est un très beau succès. Une vraie Europe de l'énergie serait extraordinairement utile. Il faut pour cela que les États aient la volonté de se coordonner. Les membres du groupe Magritte se sont efforcés d'élaborer des propositions communes alors qu'ils comptent dans leurs rangs le plus important émetteur mondial de carbone et le leader des énergies renouvelables. Notre message est que nous avons des différences mais que la gravité de la situation nous pousse à agir tous ensemble. Nous attendons des responsables politiques qu'ils surmontent leurs différences dans l'intérêt de l'Europe de l'énergie et de ses consommateurs.» ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LUDOVIC DUPIN

GÉRARD MESTRALLET, PDG de GDF Suez
«**Nous avons assisté à une balkanisation de l'Europe**»

«La politique énergétique européenne de ces dernières années s'est traduite par un triple échec sur le plan de la compétitivité, du climat et de la sécurité d'approvisionnement. Elle a conduit les énergéticiens européens à fermer plus de 50 000 MW de centrales à gaz. GDF Suez a même dû déprécier massivement une partie de ses actifs thermiques. Ce triple échec n'est pas uniquement dû à la Commission européenne, il est aussi lié à des décisions individuelles et non coordonnées des différents États membres. Nous avons assisté à une balkanisation de l'Europe en matière d'énergie, à une juxtaposition de politiques individuelles que la Commission européenne n'a pas pu piloter. L'Europe a sans doute manqué de leadership à un moment, mais je dois dire qu'elle a aujourd'hui pris conscience de l'urgence de l'enjeu. L'Europe doit rester un moteur du développement des énergies renouvelables. Il faut simplement que le rythme de croissance soit soutenable. Avec le groupe Magritte (union de dix énergéticiens européens représentant plus de 50% des capacités électriques), nous souhaitons que soit bâtie

CHRISTOPHE RUPP-DAHLEM, président de l'Association nationale de la chimie du végétal et vice-président R & D chimie de Roquette
«**Il y a une véritable inflexion de l'administration bruxelloise sur la réindustrialisation depuis trois ans**»



«Nous avons lancé le partenariat public-privé (PPP) entre la Commission européenne et un consortium d'industriels européens sur les industries biosourcées en juillet 2013. C'est la première fois en Europe que l'on va pouvoir financer des projets de véritables unités industrielles, et plus seulement des pilotes ou des démonstrateurs de petite taille. L'objectif est la création de sites et d'emplois sur le continent, alors que nous les produisons ailleurs. Nous finalisons l'agence qui va gérer le PPP et le premier appel à projets sera lancé début juillet. Ce programme court sur la période 2014-2020. Il est doté d'une enveloppe de 1 milliard d'euros, avec un effet de levier de 2,8 milliards